

NOTICE DE RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT

1.	PRÉAMBULE	3
2.	LA POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE DU MAÎTRE D'OUVRAGE.....	3
3.	LE MANAGEMENT ENVIRONNEMENTAL DE L'OPÉRATION	4
3.1.	La Notice de Respect de l'Environnement (NRE)	4
3.2.	Le Plan de Respect de l'Environnement (PRE)	4
3.2.1.	Les Procédures Particulières Environnement (PPE).....	5
3.2.1.1.	PPE – Gestion des pollutions accidentelles	5
3.2.1.2.	PPE – Gestion des déchets de chantier	6
3.2.1.3.	PPE – Gestion des installations de chantier.....	6
3.2.1.4.	PPE – Assainissement provisoire.....	7
3.2.1.5.	PPE – Approvisionnement en hydrocarbure, entretiens des engins.	7
3.2.1.6.	PPE – Faune, flore	7
3.2.1.7.	PPE – Travaux de zones humides.....	7
3.2.1.8.	PPE – Gestion de l'alimentation en eau du chantier.....	7
3.2.2.	Le dossier Bruit de chantier	8
3.2.3.	Le dossier Propreté du chantier.....	8
3.2.4.	Le planning des tâches et des actions environnementales (selon DCE)	8
3.2.5.	Le reporting environnemental	8
3.3.	Le responsable Environnement	9
3.4.	La formation et la sensibilisation du personnel.....	9
3.5.	Contrôles	9
3.5.1.	Le contrôle de l'entreprise	10
3.5.1.1.	Point critique – Point d'arrêt.....	10
3.5.1.2.	Gestion des non-conformités	10
3.5.2.	Le contrôle du maître d'œuvre.....	10
3.5.3.	Le contrôle extérieur environnement	11
3.5.4.	Visite des ouvrages par les autorités compétentes	11
3.6.	Réunion de lancement	11
3.7.	Visite « état 0 ».....	11
4.	CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL DU CHANTIER	11
4.1.	Analyse des enjeux environnementaux et présentation des mesures	11
4.1.1.	Macrofaune aquatique	11
4.1.1.1.	Amphibiens.....	12
4.1.2.	Mammalofaune	12
4.1.2.1.	Chiroptères.....	12

4.1.3. Eaux superficielles 13

1. PRÉAMBULE

La présente Notice de Respect de l'Environnement (NRE) a pour but de préciser les prescriptions en termes d'environnement à respecter par les entreprises intervenant sur le chantier, à savoir :

- ❖ respect des exigences du maître d'ouvrage ;
- ❖ mise en place d'un management environnemental propre à l'opération ;
- ❖ élaboration et application d'un Plan de Respect de l'Environnement (PRE).

La Notice de Respect de l'Environnement permet également à l'entreprise titulaire ou mandataire de connaître le contexte environnemental du chantier et les mesures à mettre en place pour supprimer ou minimiser les impacts environnementaux.

Pour l'élaboration de son programme d'exécution et pendant le déroulement des travaux, depuis l'ouverture du chantier jusqu'à la réception des travaux, l'entreprise et l'ensemble de ses co-traitants et sous-traitants devront respecter les sujétions liées à l'environnement décrites dans la présente Notice de Respect de l'Environnement et développées dans le Plan de Respect de l'Environnement.

Au-delà des contraintes imposées par la présente notice, les entreprises devront respecter la réglementation en vigueur en matière d'environnement, notamment la réglementation spécifique aux communes où se déroulent les travaux (arrêtés départementaux ou locaux) pouvant concerner :

- ❖ le bruit de voisinage (contraintes pour les périodes de travaux) ;
- ❖ la protection des eaux ;
- ❖ l'évacuation des déchets ;
- ❖ etc.

Les entreprises devront également prendre en compte et respecter les engagements de l'État, ainsi que les arrêtés préfectoraux relatifs à la loi sur l'eau, à la protection des espèces protégées et au défrichement.

2. LA POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE DU MAÎTRE D'OUVRAGE

Consciente des enjeux environnementaux associés aux chantiers d'infrastructures routières, la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Grand Est souhaite maîtriser la qualité environnementale de ses opérations d'investissements routiers.

À l'image de ce qu'il se fait pour l'assurance qualité, la DREAL Grand Est a décidé de mettre en place une démarche de respect de l'environnement sur ses chantiers routiers. Ainsi, elle souhaite généraliser la réalisation de Plan de Respect de l'Environnement (PRE) dans les marchés de travaux, intégrant notamment les aspects vis-à-vis :

- ❖ de l'environnement naturel, en respectant les prescriptions de la loi sur l'eau et du Comité National de Protection de la Nature (CNPN) pendant les travaux puis lors de l'exploitation des ouvrages ;
- ❖ des usagers et riverains en limitant les nuisances (bruit, accès, information).

3. LE MANAGEMENT ENVIRONNEMENTAL DE L'OPÉRATION

3.1. La Notice de Respect de l'Environnement (NRE)

La présente notice, élaborée par le maître d'œuvre, a pour but de préciser d'une part, les actions que doivent mener les entreprises pour respecter d'une manière générale les différentes contraintes d'environnement et d'autre part, les sites où ces mesures doivent s'appliquer.

Elle est illustrée par un plan de synthèse des enjeux environnementaux.

3.2. Le Plan de Respect de l'Environnement (PRE)

L'entreprise titulaire ou le mandataire du groupement établira un Plan de Respect de l'Environnement (PRE) lors de la phase de préparation des travaux. Il sera soumis au visa du maître d'œuvre.

L'occupation du site par le titulaire et le début des installations de chantier ne pourront intervenir avant acceptation par le maître d'œuvre du PRE ainsi que des procédures relatives aux installations de chantier.

Le PRE précisera, sous la forme de procédures d'exécution, les moyens que le titulaire mettra en place pour prévenir les risques vis-à-vis de l'environnement, pour intervenir en cas d'incident et pour remédier aux impacts éventuellement générés par le non-respect des prescriptions environnementales.

Le PRE devra couvrir toutes les activités de l'entreprise attributaire du marché ainsi que celles de ses co-traitants et sous-traitants.

Le marché fera l'objet d'un PRE unique établi par le mandataire auquel les co-traitants et sous-traitants devront adhérer. Il sera complété par des Procédures Particulières Environnement (PPE) pour les travaux qui ne seraient pas prévus.

Tous les intervenants présents sur le site, mandataire, co-traitants, sous-traitants, fournisseurs, sont soumis au respect des stipulations du PRE.

Le PRE a des répercussions techniques et organisationnelles tout au long du chantier. Il est évolutif pour atteindre la performance environnementale.

Le Plan de Respect de l'Environnement contient :

- ❖ une description sommaire des travaux ;
- ❖ une présentation de l'organisation de l'entreprise pour atteindre les objectifs fixés par le maître d'ouvrage en matière d'environnement ;
- ❖ l'identification des enjeux environnementaux propres aux sites traversés par le chantier ;
- ❖ une analyse détaillée de toutes les tâches de chantier et de leurs impacts sur l'environnement ;
- ❖ l'indication des mesures de protection de l'environnement prévues afin de réduire les impacts et nuisances et de prévenir les risques potentiels définis (mesures techniques et mesures organisationnelles : management environnemental, formation, contrôle intérieur, etc.).

Ainsi le PRE définit l'organisation du titulaire, notamment, sur le plan de :

- ❖ l'organisation du chantier et la distribution des tâches (prérogatives et responsabilités de chacun en matière d'environnement) ;
- ❖ la mise en place et la gestion des contrôles, avec traitement des anomalies environnementales liées au non-respect du PRE ;
- ❖ la transmission de l'information (y compris communication vers les tiers) ;
- ❖ la sensibilisation et la formation du personnel ;
- ❖ l'archivage des documents relatifs à l'environnement et aux évolutions intervenues au cours du chantier.

Il comprend également :

- ❖ des Procédures Particulières Environnement (PPE) ;
- ❖ le dossier « Bruit de chantier » ;
- ❖ le dossier « Propreté du chantier » ;
- ❖ le planning des tâches et des actions particulières au domaine de l'environnement ;
- ❖ le reporting des actions environnementales du chantier (incidents éventuels, mesures mises en œuvre, résultats obtenus, ainsi que tous les faits relatifs à la problématique environnementale, etc) ;
- ❖ les fiches de suivi des non-conformités.

3.2.1. Les Procédures Particulières Environnement (PPE)

Pour les opérations sensibles du point de vue environnemental, des PPE seront élaborées par le titulaire en vue de décrire spécifiquement les méthodes d'exécution et les solutions techniques choisies pour supprimer ou minimiser l'impact sur l'environnement.

A minima, les Procédures Particulières Environnement suivantes seront réalisées :

- ❖ gestion des pollutions accidentelles ;
- ❖ gestion des déchets de chantier ;
- ❖ gestion des installations de chantier ;
- ❖ assainissement provisoire avec plan ;
- ❖ approvisionnement en hydrocarbure, entretien des engins ;
- ❖ protection de la faune et de la flore ;
- ❖ travaux en zones humides ;
- ❖ gestion de l'approvisionnement en eau du chantier.

Chaque PPE sera soumise au visa du maître d'œuvre.

Au cours du chantier, le titulaire pourra être amené à rédiger de nouvelles PPE à la demande du maître d'œuvre.

3.2.1.1. PPE – Gestion des pollutions accidentelles

Pour les cas de pollution accidentelle (fuite d'hydrocarbures, déversement accidentel, etc), une procédure particulière environnement « gestion des pollutions accidentelles » sera réalisée et mentionnera notamment :

- ❖ les produits polluants utilisés sur le chantier ;
- ❖ les différents niveaux de pollution et les différents niveaux d'intervention (personnel et organisation) ;
- ❖ les actions d'urgence à mettre en œuvre pour stopper la pollution (moyens techniques pour une intervention rapide : colmatage, rétention, curage, nettoyage, etc.) ;
- ❖ les personnes et organismes à alerter, et leurs coordonnées (entreprise, maître d'ouvrage, maître d'œuvre, mairies, pompiers, entreprises de dépollution, etc.), ainsi que les renseignements à fournir aux pompiers et/ou entreprises de dépollution (localisation, description de l'incident, quantité, nature du polluant, etc.) ;

- ❖ les moyens mis en œuvre pour stocker et évacuer les sols et déchets pollués, les prélèvements et analyses à réaliser.

Cette PPE est un document synthétique qui a pour objectif de prévoir les situations d'urgence avant d'y être confrontées. Elle devra permettre d'intervenir à tous les endroits où peut se produire une pollution accidentelle susceptible de contaminer les eaux et les sols : chantier de terrassement, pistes d'accès, installations de chantiers, construction des ouvrages.

Le document sera soumis à l'agrément du maître d'œuvre, puis diffusé à l'ensemble des intervenants avant le début des travaux. Un exemplaire sera présent dans tous les véhicules et baraquements de chantier.

En cas de dommage causé à l'environnement du fait du titulaire pendant l'exécution du marché, le titulaire :

- ❖ confine la pollution avec un bac ou des feuillets/boudins absorbants (packs anti-pollution) ;
- ❖ informe le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage et l'autorité compétente (police de l'eau, police des ICPE, etc.) dans les plus brefs délais ;
- ❖ remédie à ses frais et risques et dans les plus brefs délais à toutes les atteintes portées à l'environnement. Toute pollution constatée du fait de l'entreprise fera l'objet d'un constat contradictoire et sera impérativement enlevée et ses effets nocifs éliminés au frais de l'entreprise par un traitement approprié prescrit par les organismes ou autorités compétents en la matière ;
- ❖ transmet la fiche d'accident au maître d'œuvre et remplit le journal de chantier.

3.2.1.2. PPE – Gestion des déchets de chantier

Cette PPE traitera spécifiquement de la gestion des déchets de chantier. Dans tous les cas les filières de valorisation des déchets devront être privilégiées par rapport à celles d'élimination.

C'est le document de référence pour tous les intervenants du chantier, il comporte :

- ❖ l'identification de l'ensemble des déchets susceptibles d'être produits par l'ensemble des travaux, installations et activités ;
- ❖ l'indication précise des dispositifs de stockage des déchets in situ, adaptés au tri sélectif. Des contenants fermés devront être disponibles pour les déchets légers ;
- ❖ l'indication précise des filières de traitement des déchets (centres de stockage et/ou de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets, en fonction de leur typologie : déchets inertes, non dangereux ou dangereux) ;
- ❖ l'information du maître d'œuvre quant à la nature et à la constitution des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier ;
- ❖ les modalités retenues pour assurer le contrôle, le suivi et la traçabilité ;
- ❖ les moyens matériels et humains mis en œuvre ;

3.2.1.3. PPE – Gestion des installations de chantier

- ❖ La procédure particulière « Gestion des installations de chantier » sera constituée d'un plan comprenant :
- ❖ le type des installations sanitaires ;
- ❖ les aires de stationnements et d'entretien des véhicules et des engins de chantier ;
- ❖ les stations de prélèvement et de rejet d'eau ;
- ❖ les dispositifs d'assainissement ;
- ❖ les aires de stockage (matériaux, déchets du chantier, etc.) ;
- ❖ les réseaux arrivant aux installations ;

3.2.1.4. PPE – Assainissement provisoire

Cette PPE traitera spécifiquement des mesures concernant l'assainissement provisoire. Elle devra notamment :

- ❖ présenter et localiser les systèmes de collecte et de traitement des eaux de ruissellement et de pompage ;
- ❖ détailler les modalités et fréquences d'entretien des fossés, bassins, filtres, déshuileurs, etc. ;
- ❖ indiquer les mesures de suivi (prélèvements, fréquence et analyses) ;

Elle sera complétée par un plan de l'assainissement provisoire, localisant les systèmes de collecte et de traitement.

3.2.1.5. PPE – Approvisionnement en hydrocarbure, entretiens des engins.

Cette PPE devra préciser :

- ❖ les procédures mises en œuvre pour supprimer les risques de déversement accidentels ;
- ❖ les lieux et moyens mis en place pour éviter tout risque de pollution lors des opérations liées à l'approvisionnement en carburant et à l'entretien des engins

3.2.1.6. PPE – Faune, flore

La PPE « Faune, flore » devra mentionner :

- ❖ la localisation des espaces naturels sensibles et des espèces patrimoniales ;
- ❖ les moyens mis en œuvre pour les protéger ;
- ❖ la pose et l'entretien des clôtures à batraciens-reptiles ;
- ❖ la gestion des plantes invasives ;
- ❖ la création de mares ;
- ❖ l'organisation en cas de découverte d'espèces protégées.

3.2.1.7. PPE – Travaux de zones humides

Une procédure particulière « Travaux de zones humides » sera rédigée et devra décrire :

- ❖ les dispositions prises pour effectuer les travaux en lit mineur de cours d'eau ;
- ❖ les modalités d'exécution des zones humides compensatoires.

3.2.1.8. PPE – Gestion de l'alimentation en eau du chantier

Cette procédure particulière traitera spécifiquement de la maîtrise de l'eau et devra :

- ❖ indiquer les ressources et les volumes autorisés ;
- ❖ identifier les risques et les impacts ;
- ❖ localiser les points de prélèvement ;
- ❖ décrire l'information du maître d'œuvre (reporting des débits prélevés) ;
- ❖ décrire l'organisation en cas de sécheresse ;
- ❖ indiquer les mesures de suivi (prélèvements, fréquence et analyses).

Le titulaire devra entreprendre les démarches administratives auprès des autorités compétentes afin d'obtenir les autorisations nécessaires au pompage en nappe, cours d'eau ou plan d'eau.

3.2.2. Le dossier Bruit de chantier

Conformément à la réglementation en vigueur (art. R571-50 du CE), un dossier « bruit de chantier » sera établi par le titulaire. Celui-ci présentera :

- ❖ la nature du chantier ;
- ❖ les aspects réglementaires ;
- ❖ les différents travaux par communes ;
- ❖ la durée prévisible des travaux (planning + plages horaires) et des nuisances ;
- ❖ les nuisances sonores attendues sur les différentes phases de chantier (déboisements, terrassements, etc) ;
- ❖ les mesures prises pour limiter ces nuisances.

Ce document sera soumis au visa du maître d'œuvre. À noter que le dossier validé devra être déposé en Préfecture par le maître d'ouvrage, au moins un mois avant le démarrage des travaux.

3.2.3. Le dossier Propreté du chantier

Un dossier « propreté du chantier » sera établi par le titulaire. Celui-ci précisera les conditions d'exécution des travaux projetés en ce qui concerne la tenue du chantier, son apparence extérieure, sa propreté et sa sécurité.

Ce dossier présentera notamment les mesures prises pour maintenir en parfait état de propreté et de sécurité :

- ❖ les voies publiques empruntées et circulées par les engins de chantier ;
- ❖ les propriétés privées.

3.2.4. Le planning des tâches et des actions environnementales (selon DCE)

Un planning des tâches et des actions environnementales sera envoyé au maître d'œuvre mensuellement pour l'informer des opérations environnementales, notamment :

- ❖ la réalisation des bassins d'assainissement provisoire ;
- ❖ les prélèvements et analyses ;
- ❖ etc.

La réalisation des travaux tiendra compte des périodes de reproduction de la faune recensée (notamment dans les mares colonisées par des batraciens (mars-juillet) ou les zones à défricher colonisées par les oiseaux).

Les PPE et planning seront communiqués à l'Office Français de la Biodiversité (OFB) et la police de l'eau.

3.2.5. Le reporting environnemental

Les « évènements » environnementaux seront clairement mentionnés dans un chapitre spécifique « environnement » du journal de chantier global (fréquence journalière).

Celui-ci contiendra l'ensemble des informations permettant au maître d'œuvre de suivre le bon déroulement du chantier vis-à-vis des problèmes d'environnement identifiés et de suivre la mise en œuvre et le respect du PRE :

- ❖ suivis et résultats des mesures effectuées ;
- ❖ état des clôtures provisoires des zones sensibles à préserver ;
- ❖ entretien du système d'assainissement ;

- ❖ suivi des déchets de chantier : copies des bordereaux de suivi des déchets de chantier avec les parties « entreprise » remplies ;
- ❖ incidents et anomalies environnementales ;
- ❖ etc.

3.3. Le responsable Environnement

Un responsable Environnement sera désigné par le titulaire dès l'offre du marché (SOPRE). Il devra posséder une expérience en matière de protection de l'environnement et de travaux. Il sera responsable du respect des exigences environnementales depuis l'ouverture du chantier jusqu'à la réception des travaux.

Le maître d'œuvre procédera à l'agrément du responsable environnement pendant la période de préparation des travaux, sur présentation de son CV et de ses références.

Le responsable environnement sera l'interlocuteur du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage pour tout ce qui concerne la protection de l'environnement. Il est responsable :

- ❖ de l'élaboration, de la transmission au maître d'œuvre, de l'application et de la mise à jour du PRE et de ses pièces annexes pendant toute la durée du chantier ;
- ❖ de la sensibilisation et de la formation du personnel de l'entreprise mandataire, des co-traitants, sous-traitants et fournisseurs, à la prise en compte de l'environnement ;
- ❖ du suivi environnemental des travaux (au moins une visite complète par mois) ;
- ❖ du contrôle, du suivi et de la traçabilité des actions et des incidents environnementaux (fiches de visite, journal de chantier, fiches de non-conformité, fiches d'intervention en cas de pollution accidentelle, etc) ;
- ❖ de la diffusion une fois par mois du reporting environnemental ;
- ❖ de l'organisation et de l'analyse des prélèvements, contrôles et essais relatifs à l'environnement ;
- ❖ de l'information préalable du maître d'œuvre lorsqu'une opération correspondant à un point critique ou point d'arrêt va être réalisée.

Le responsable environnement devra être présent aux réunions auxquelles il est convoqué et lors des visites des services de l'État.

Toute absence du responsable environnement (congé, maladie, formation, etc) devra être signalée au maître d'œuvre au moins 2 semaines avant le départ programmé de celui-ci et au plus tard le 1er jour d'absence en cas de maladie. Il devra être remplacé par une personne au profil équivalent. Le suppléant sera désigné dans le SOPRE et le PRE. Tout remplacement du responsable environnement devra être agréé par le maître d'œuvre.

3.4. La formation et la sensibilisation du personnel

Le titulaire devra identifier les besoins en formation tout au long du déroulement du chantier et mettre en place des actions de sensibilisation de son personnel en fonction des risques potentiels sur l'environnement des activités exercées.

Le personnel dont le travail pourra avoir un impact environnemental significatif devra avoir reçu une formation appropriée, à son arrivée, afin d'acquérir une compétence nécessaire dans le domaine de la protection environnementale.

3.5. Contrôles

L'ensemble des documents relatifs au respect de l'environnement est soumis à l'avis du maître d'œuvre. Aucune activité ne doit débuter sans l'accord formel du maître d'œuvre sur la procédure correspondante.

3.5.1. Le contrôle de l'entreprise

Conformément au PAQ et au PRE, l'entreprise effectue le contrôle intérieur (contrôles interne et externe).

Le contrôle intérieur, à la charge du titulaire, est réalisé sous la responsabilité du responsable environnement. Par référence aux exigences contractuelles du marché, il appartient au titulaire d'apporter la preuve formelle tout au long des travaux que les mesures de prévention des risques vis-à-vis de l'environnement sont efficaces par la mise en œuvre d'un contrôle intérieur.

Ce contrôle intérieur « environnement » pourra être visuel ou approfondi selon le cas, mais aboutira toujours à la rédaction d'une fiche à consigner dans le journal de chantier et à transmettre au maître d'œuvre.

3.5.1.1. Point critique – Point d'arrêt

Selon la sensibilité de la tâche ou de la phase de réalisation, selon l'impact environnemental de l'ouvrage, il existe deux types de points de contrôle : les points critiques et les points d'arrêt.

Point critique (PC) : point sensible de l'exécution pour lequel un contrôle intérieur doit être effectué.

Point d'arrêt (PA) : point critique pour lequel une réponse formelle (PV, CR réunion, etc.) est nécessaire avant la poursuite des travaux.

La liste ci-dessous mentionne les phases ou tâches sensibles pouvant faire l'objet d'un PA :

- ❖ remise du PRE ;
- ❖ réalisation de l'assainissement provisoire ;
- ❖ pose de filets à batraciens ;
- ❖ etc.

3.5.1.2. Gestion des non-conformités

Les non-conformités « environnement » feront l'objet d'une formalisation similaire aux non-conformités « qualité », afin d'en faciliter le traitement et de mener, le cas échéant, une action corrective. Des fiches de suivi des non-conformités seront établies et transmises au maître d'œuvre jusqu'à traitement de la non-conformité.

3.5.2. Le contrôle du maître d'œuvre

Le contrôle du maître d'œuvre consiste en :

- ❖ l'examen et la validation de documents d'organisation et procédures d'exécution (visa du PRE, des PPE, agrément du responsable environnement, etc.) ;
- ❖ le contrôle de conformité (de façon inopinée) ;
- ❖ la validation des fiches de non-conformité ;
- ❖ le levé des points d'arrêts et points critiques.

Les résultats obtenus sont diffusés au titulaire qui les archive dans les mêmes conditions que les documents du contrôle intérieur. L'ensemble de ces documents sera remis au maître d'œuvre en fin de travaux au titre du dossier de récolement.

Si des écarts significatifs sont constatés entre le PRE et son application sur le terrain (responsable environnement absent, assainissement provisoire non réalisé ou mal entretenu, absence de clôture d'espaces naturels sensibles, etc.), un constat d'événement sera établi par le maître d'œuvre. Le titulaire devra mettre en place les actions environnementales permettant de corriger ces écarts dans les plus brefs délais avec un délai plafond d'une semaine.

3.5.3. Le contrôle extérieur environnement

Parallèlement aux contrôles du maître d'œuvre et du titulaire, un assistant environnemental à maîtrise d'ouvrage sera missionné pendant la phase de réalisation des travaux, pour la mise en œuvre et le suivi de ses obligations environnementales et de celles des entreprises de travaux.

En cas d'incident ou d'anomalie constaté dans le cadre du contrôle intérieur ou extérieur, le maître d'œuvre pourra interrompre, s'il le juge utile, certaines tâches afin d'analyser les causes et les remèdes sans que le titulaire ne puisse prétendre à une indemnité.

3.5.4. Visite des ouvrages par les autorités compétentes

Des constats de visite pourront être effectués avec la Mission Inter-Services de l'Eau et de la Nature (MISEN), les DREAL et autres services compétents (OFB, fédérations de chasse et de pêche, etc.). Le responsable environnement se tiendra à la disposition du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage lors de ces visites.

3.6. Réunion de lancement

Le maître d'œuvre se réserve le droit d'organiser une réunion de lancement, pendant la période de préparation du chantier. Elle permettra de cadrer la démarche PRE avec le titulaire. Cette réunion traitera des points suivants :

- ❖ historique du projet et rappel des engagements du maître d'ouvrage ;
- ❖ rappel des enjeux environnementaux ;
- ❖ examen des dossiers réglementaires à produire par le titulaire (PRE, PPE, dossier bruit de chantier, etc.) ;
- ❖ planning des documents à remettre par le titulaire ;
- ❖ articulations avec les autres marchés.

3.7. Visite « état 0 »

Le maître d'œuvre se réserve le droit d'organiser une visite du site avec le titulaire. Elle permettra de faire un état des lieux contradictoire avant le commencement des travaux. Il sera rédigé un compte-rendu détaillé avec photos à l'appui.

4. CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL DU CHANTIER

4.1. Analyse des enjeux environnementaux et présentation des mesures

Les enjeux environnementaux du chantier, ainsi que les mesures environnementales prises pour répondre à chaque engagement de l'Etat, sont présentés dans la notice afin que l'entreprise en prenne connaissance pour l'établissement de son offre et l'organisation du chantier.

4.1.1. Macrofaune aquatique

Apport/remise en suspension de matières fines et risque de pollution par engins de chantier :

Afin de minimiser l'impact sur la mortalité des espèces, il conviendra de :

- ❖ proscrire toute installation de chantier à risque dans les zones sensibles (zones de ruissellement, lit majeur des cours d'eau, zones humides...) en dehors de celles qui le nécessitent techniquement ;

- ❖ collecter et traiter les eaux de ruissellement du chantier (avec dispositif de filtration)(le PRE décrira l'assainissement de chantier) ;
- ❖ mettre en place un plan d'alerte et d'intervention en cas de pollution accidentelle liée au chantier.

Emprise permanente des ouvrages hydrauliques :

L'emprise sera limitée à la stricte surface minimale nécessaire d'un point de vue technique. Chaque ouvrage devra assurer une totale transparence en termes de franchissement piscicole (pas de chute, pas d'abaissement de la ligne d'eau, pas d'accélération ni de ralentissement des vitesses d'écoulement...), avec notamment la conservation d'un substrat naturel sur au moins 30 cm d'épaisseur.

4.1.1.1. Amphibiens

Destruction d'individus :

Pour la RN4 en phase chantier :

L'emprise de la zone de migration des amphibiens sera close d'une barrière à amphibiens, sur les 2 côtés, sur un linéaire de 700 m côté Bois du Sablon et de 590 m côté "mares", puis 555 m entre la RN4 et la zone du Sablon. Cette barrière (filet à amphibiens ou bâche), d'une hauteur minimum de 60 cm, sera enterrée et présentera un « retour » (ou bavolet) sur le haut afin d'éviter tout franchissement, y compris par les espèces grimpeuses (comme les tritons). Le filet sera posé hors période d'activité des amphibiens pour ne pas les piéger, soit entre décembre et janvier inclus.

Des visites pour extraire les éventuels amphibiens piégés auront lieu toutes les 2 semaines environ, en excluant les périodes défavorables aux déplacements des animaux (période de gel et de sécheresse).

La barrière devra être maintenue tout au long du chantier (jusqu'à la pose des dalots sous la chaussée et des barrières définitives), avec vérification régulière de l'état de la barrière temporaire et des autres dispositifs.

4.1.2. Mammalofaune

Un dossier de dérogation est à constituer pour le Muscardin et le Hérisson d'Europe (risque de destruction d'individus), notamment si les travaux sont réalisés en hiver.

Un dossier de dérogation pour les chauves-souris est à prévoir (pour toutes espèces) :

- ❖ pour la phase chantier : risque de destruction lors de l'abattage des arbres, avec potentiel sauvetage des éventuels individus découverts ;
- ❖ pour la destruction d'individus tentant la traversée de la RN4 lors de la période de non efficacité des haies guides (= phase de développement des haies).

4.1.2.1. Chiroptères

Destruction d'individus (phase chantier) :

Il convient de réduire au minimum des surfaces nécessaires l'emprise du chantier, notamment les zones de dépôt, de stockage ou de parking des engins de chantier et les localiser dans des secteurs actuellement occupés par des milieux ouverts (cultures ou pâtures) afin de limiter le nombre d'arbres abattus.

Aucun abattage ne sera réalisé de juin à août inclus pour la mise bas et l'élevage des jeunes et de mi-novembre à mars inclus pour l'hibernation. Les abattages seront réalisés en septembre ou octobre, voire en première quinzaine de novembre si les conditions météorologiques sont clémentes (pas de gel nocturne).

RN4 - mise à 2x2 voies entre Gogney et Saint-Georges - Rétablissement des écoulements "Le Sablon" et création de la zone humide
Notice de Respect de l'Environnement
Les arbres seront abattus puis déposés au sol sans chute brutale et laissés au moins 48h avant débitage et export.

Destruction d'habitats (terrains de chasse) :

La plantation de 15,59 km de linéaire de haies arbustives le long de la RN4 permettra leur exploitation en tant que terrains de chasse par certaines espèces de chiroptères.

Dérangement :

La mesure de suppression de l'impact de dérangement en phase travaux consiste à éviter les travaux de nuit d'avril à octobre. S'ils sont inévitables, les secteurs à enjeux forts et très forts seront évités et les travaux limités au maximum dans l'espace : éclairage localisé sur la zone de chantier, en laissant les alentours dans l'obscurité.

Ces dispositions ne doivent toutefois pas constituer une réduction des mesures de sécurité pour les personnels de chantier.

4.1.3. Eaux superficielles

La protection des milieux aquatiques traversés par le projet nécessitera de prendre certaines précautions pendant la phase des travaux. En effet, le risque principal est la mise en suspension de particules fines lors des opérations de terrassement.

Quelques principes de base seront respectés :

- ❖ la manutention et le stockage des produits polluants (hydrocarbures, huiles...) feront l'objet d'une surveillance particulière ;
- ❖ les aires de stockage des engins et des matériaux, les installations de chantier seront installées à l'écart des milieux sensibles ;
- ❖ lorsque cela sera possible techniquement, les eaux ruisselant sur les surfaces terrassées seront collectées et dirigées vers des bassins de décantation, avant leur rejet dans les cours d'eau.

Au niveau des franchissements, on isolera au maximum le chantier des écoulements naturels du cours d'eau par :

- ❖ la mise en place de batardeaux, en amont ;
- ❖ le busage provisoire du cours d'eau ;
- ❖ la mise en place de cordons de filtration en aval de la zone d'implantation du chantier pour limiter la propagation en aval des matières en suspension.

De plus, certaines interdictions seront imposées :

- ❖ vidanges et remplissage de réserves à proximité des cours d'eau ;
- ❖ stockage de bidons d'huile et carburant hors de portée des cours d'eau.

Aucun dépôt ne sera réalisé dans les lits majeurs des cours d'eau.